



EXPERTS COMPTABLES  
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie  
Parc de Chavailles  
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

## CREAI NOUVELLE-AQUITAINE

103 ter, rue Belleville  
Espace Rodesse  
33063 BORDEAUX

### **RAPPORT** **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES** **SUR LES COMPTES ANNUELS** Exercice clos le 31 décembre 2024

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

**Bordeaux**

Saint-Brieuc

Dossier suivi par M. Sébastien CRUEGE  
Commissaire aux Comptes



EXPERTS COMPTABLES  
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie  
Parc de Chavailles  
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

## **CREAI NOUVELLE-AQUITAINE**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES** **SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'Assemblée Générale de l'association CREAI NOUVELLE AQUITAINE,

#### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **FONDEMENT DE L'OPINION**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

**Bordeaux**

Saint-Brieuc



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 851-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, notamment s'agissant du correct rattachement à l'exercice des subventions et concours publics en considération des conventions conclues avec les financeurs et du degré d'avancement des travaux à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas eu connaissance du rapport financier qui sera présenté à l'assemblée générale et en conséquence nous ne pouvons pas porter d'opinion sur son contenu.



## **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

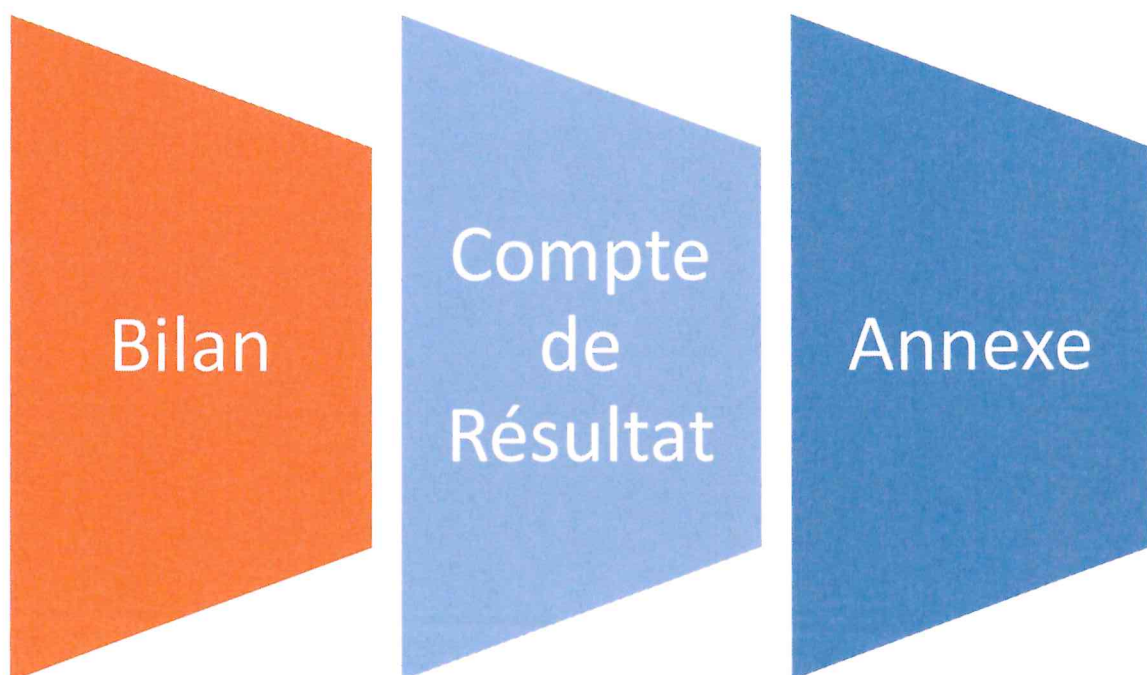
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bruges, le 27 mars 2025  
Le Commissaire aux Comptes  
Pour SAGEC



Sébastien CRUEGE  
Commissaire aux Comptes Associé





CREAI

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	6 610	6 269	341	779
	Immobilisations incorporelles en cours	94 602		94 602	63 308
	Avances et acomptes				
	TOTAL	101 212	6 269	94 943	64 087
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	64 608	32 325	32 282	33 897
Actif circulant	Constructions	395 624	241 510	154 113	164 004
	Inst. techniques, mat.out. industriels	199 094	147 765	51 329	63 373
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	659 326	421 600	237 725	261 275
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres	2 224		2 224	2 224
	TOTAL	2 224		2 224	2 224
	Total I	762 763	427 869	334 893	327 587
	Stocks et en cours				
	Créances <sup>(3)</sup>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	145 153	3 594	141 558	167 493
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	25 039		25 039	66 564
	TOTAL	170 192	3 594	166 598	234 058
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	334 607		334 607	333 294
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	11 077		11 077	6 525
	TOTAL II	515 877	3 594	512 282	573 878
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	1 278 640	431 464	847 176	901 465
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	11 132	11 132
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles	17 133	17 133
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	430 717	430 717
	Report à nouveau	-25 412	44 916
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		-40 584	-70 328
Situation nette (sous-total)		392 986	433 570
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total I		392 986	433 570
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	18 150	65 188
Total II		18 150	65 188
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	90 925	85 731
Total III		90 925	85 731
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 700	30 062
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	255 534	250 415
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	31 079	20 506
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	28 799	15 991
Total IV		345 114	316 975
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		847 176	901 465
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	17 075	15 875
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	505 435	543 200
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	309 261	387 261
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 359	4 920
	Utilisations des fonds dédiés	65 188	58 065
	Autres produits	66 593	65 240
	<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I</b>	<b>972 912</b>	<b>1 074 563</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	181 234	239 931
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	47 020	52 721
	Salaires et traitements	518 711	535 551
	Charges sociales	212 329	231 515
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	24 717	26 076
	Dotations aux provisions	8 788	13 536
	Reports en fonds dédiés	18 150	63 188
	Autres charges	28	30
	<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II</b>	<b>1 010 981</b>	<b>1 162 551</b>
<b>1. Résultat d'exploitation (I-II)</b>		<b>-38 068</b>	<b>-87 988</b>

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 024	4 603
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	5 024	4 603
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		5 024	4 603
3. Résultat courant avant Impôt (I-II+III-IV)		-33 044	-83 384
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		13 505
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		13 505
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6 900	450
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	6 900	450
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-6 900	13 055
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		640	
Total des produits (I + III + V)		977 937	1 092 672
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 018 521	1 163 001
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-40 584	-70 328
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

# Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2024

ASS CREA



## Table des matières

1	Faits majeurs de l'exercice	3
1.1	Activité de l'association et événements principaux de l'exercice	3
1.2	Principes, règles & méthodes comptables	5
1.2.1	Présentation des comptes	5
1.2.2	Méthode générale	5
1.2.3	Changement de méthode de présentation	5
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	6
2.1	Actif immobilisé	6
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
2.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	8
2.1.4	Actif circulant / dépréciations	9
2.1.5	Précisions sur d'autres créances significatives	9
2.1.6	Charges constatées d'avance	9
2.1.7	Variation des fonds associatifs	10
2.1.8	Provisions pour risques et charges	10
2.2	Fonds dédiés	11
2.3	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	12
3	Autres informations	14
3.1	Cotisations	14
3.2	Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés	14
3.3	Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition etc...)	14
3.4	Tableau de suivi des legs et donations jusqu'à leur affectation	14
3.5	Engagements financiers donnés et reçus	14
4	Événements postérieurs à la clôture	15

## 1 Faits majeurs de l'exercice

### 1.1 Activité de l'association et événements principaux de l'exercice

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts (article 1 – Objet et missions).

L'Association est destinée à remplir les buts prévus à l'article L.312-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles tel que modifié par la Loi n°2015-1776 relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 28/12/2015 (article 78).

Ses missions générales prennent en compte l'instruction n° DGCS/3C/CNSA/2015/138 du 24 avril 2015 relative au financement des Centres Régionaux d'Etudes, d'Actions et d'Informations (CREAI) en faveur des personnes en situation de vulnérabilité en 2015 et son cahier des charges.

Elles se déclinent comme suit :

- Animation,
- Information,
- Observation sociale et médico-sociale,
- Conseil Technique,
- Etudes et recherches,
- Formation,
- Expertise,
- Journées d'études et de formation, colloques, ...
- Evaluations,
- Publications,
- Toutes autres actions en faveur des personnes en situation de vulnérabilité (périmètre de la Loi 2002).

Le CREAI Nouvelle-Aquitaine fonde ses activités sur les principes d'indépendance, de non-lucrativité de la gestion de l'association, totalement désintéressée et de laïcité. Il inscrit la finalité de ses actions dans l'amélioration continue de services rendus aux usagers avec la meilleure prise en compte possible de leurs besoins et de leurs droits.

Le CREAI est membre actif de l'Association nationale « Fédération ANCREAI ».

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Pôle Etudes & observations
- Pôle Formation
- Pôle Conseil Technique
- Pôle Animation
- Pôle Développement Informatique

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- L'ensemble de ces activités s'est exercée auprès de l'ensemble des douze départements de la région Nouvelle-Aquitaine,
- Ces activités se sont exercées auprès de l'ensemble des acteurs locaux qui interviennent en faveur des personnes en situation de vulnérabilité : Personnes

en situation de handicap (enfants/adultes), mineurs ou majeurs protégés, citoyens exclus, personnes âgées dépendantes ou fragiles.

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

	<b>TOTAL</b>						
	Total	MISSIONS CREA	ETUDES	FORMATION	ANIMATION	CONSEIL TECHNIQUE	DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE
<b>Produits</b>							
Prestations de services	912 000		322 000	260 000	80 000	50 000	200 000
Autres produits (loyers + autres ventes)	23 425	23 425					
d'exploitations							
Départementaux							
UNIFAF	5 000	1 250	1 000	1 000	500	500	750
Produits de gestion							
volontaires	25 000	25 000					
Cotisations	15 875	15 875					
Produits financiers	1 500	1 500					
<b>PRODUITS (A)</b>	<b>982 800</b>	<b>67 050</b>	<b>323 000</b>	<b>261 000</b>	<b>80 500</b>	<b>50 500</b>	<b>200 750</b>
<b>Charges</b>							
Achats	26 000	2 240	2 240	14 240	1 120	1 120	5 040
Services extérieurs	41 340	9 068	8 068	8 068	4 034	4 034	8 068
extérieurs	111 950	23 190	20 190	20 190	15 695	10 095	22 590
Impôts et taxes	45 740	9 148	9 148	9 148	4 574	4 574	9 148
Charges de Personnel	0						
Brutes	495 942	95 222	138 864	115 802	32 633	39 526	73 895
645 Charges sociales	212 629	43 090	59 513	47 852	13 910	16 950	31 313
647 Versement au CE	9 920	1 984	1 984	1 984	992	992	1 984
personnel perm							
Stagiaires	5 000		1 250	1 250		1 250	1 250
Charges financières	200	200					
amort logiciels	440	88	88	88	44	44	88
amort construction	9 891	2 473	1 978	1 978	989	989	1 484
amort parking	1 615	322	323	323	162	162	323
amort instal générale	9 373	1 877	1 874	1 874	937	937	1 874
informatique	4 760	952	952	952	476	476	952
prov retraite	8 000	2 000	1 600	1 600	800	800	1 200
<b>(B)</b>	<b>982 800</b>	<b>191 854</b>	<b>248 072</b>	<b>225 349</b>	<b>76 366</b>	<b>81 949</b>	<b>159 209</b>
<b>RESULTAT DIRECT</b>							
<b>AFFECTABLE (A)-(B)</b>	<b>0</b>	<b>-124 804</b>	<b>74 928</b>	<b>35 651</b>	<b>4 134</b>	<b>-31 449</b>	<b>41 541</b>

Le tableau analytique présenté est issu du budget 2024.



- Ressources humaines (recrutements de l'exercice en termes quantitatifs et qualitatifs, effectifs par activité)

Fonction	ETP	Répartition du temps de travail en % selon le pôle d'activité en 2024					
		Mission	Etudes	Formation	Animation	Conseil Technique	Développement informatique
Directeur	1	70			5	10	15
Assistante de direction	1	50	20	10	10	5	5
Responsable du Pôle Etudes & Observations	1	20	75		5		
Conseillère technique	1		30	60	10		
Conseillère technique	0,8			80		20	
Conseillère technique	1		60	30		10	
Développeur informatique	1	10	10				80
Informaticien <sup>1</sup>	1	5					95
Conseillère Technique	0,8	10	40	30	10	10	
Conseillère Technique	1		30	30	20	20	
Conseillère Technique	0,6		40	50	10		

1- Départ le 29/04/2024 - Licenciement économique

## 1.2 Principes, règles & méthodes comptables

### 1.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

### 1.2.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements de l'Autorité des Normes Comptable (ANC).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

### 1.2.3 Changement de méthode de présentation

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au nouveau règlement ANC n°2018-06.

## **2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat**

### **2.1 Actif immobilisé**

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

**1.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)**

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles (dont immobilisations en cours) Total II	69 919	31 294	-	-	101 213
Immobilisations corporelles	Terrains	64 608	-	-	-	64 608
	Constructions	395 624	-	-	-	395 624
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	128 724	-	-	-	128 724
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	69 641	730	-	-	70 371
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Total III		658 597	730	-	-	659 327
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	2 224	-	-	-	2 224
Total IV		2 224	-	-	-	2 224
Total général		730 739	32 024	-	-	762 763



### 2.1.1 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	5 831	438	-	6 269
Amortissements corporelles	Terrains	30 710	1 615	-	32 326
	Constructions	231 620	9 891	-	241 510
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	72 929	9 182	-	82 111
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	62 062	3 592	-	65 654
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		397 321	24 280	-	421 601
Total général		403 152	24 718	-	427 870

### 2.1.2 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	5 831	438	-	-	-	6 269
Corporelles	397 321	24 280	-	-	-	421 601
TOTAL	403 152	24 718	-	-	-	427 870

Les immobilisations incorporelles correspondent majoritairement au projet Aliséa, pour lequel le CREAL a pris l'option d'immobiliser les dépenses relatives à la création de l'application. En 2024, l'application est en phase de test suite à une convention signée avec la Guyane. Les ressources sur le projet sont attendues courant 2026 avec la commercialisation de l'application, une fois la phase utilisateurs validée par la Guyane.

### 2.1.3 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	3 595	-	3 595
Autres	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>3 595</b>	<b>-</b>	<b>3 595</b>

### 2.1.4 Précisions sur d'autres créances significatives

### 2.1.5 Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA exploitation	01/01/2024	31/12/2024	11 077		

### 2.1.6 Variation des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres avec droit de reprise	11 133				11 133
Fonds propres sans droit de reprise					
Réserves pour projet de l'entité	54 953				54 953
Autres réserves	17 133				17 133
Réserves - excédents affectés à la réserve du BFR	250 000				250 000
Réserves - compensation des déficit	100 000				100 000
Réserves - projets associatifs	25 764				25 764
Report à nouveau	44 916	- 70 329			- 25 412
Excédent ou déficit de l'exercice	-70 329	70 329	-40 994		-40 994
Situation nette	433 571	0	-40 994		392 577
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>433 571</b>	<b>0</b>	<b>-40 994</b>		<b>392 577</b>

### 2.1.7 Provisions pour risques et charges

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions pour risques et charges	85 731	5 194		90 925
<b>TOTAL</b>	<b>85 731</b>	<b>5 194</b>		<b>90 925</b>

La provision pour risques et charges est relative à l'engagement des retraites concernant les salariés du CREAL, et tient compte d'une probabilité de présence dans la structure à l'âge de la retraite (64 ans)

## 2.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs.

**CREAI - Tableau des fonds dédiés 31/12/2024**

	Numéro Subvention	Financier	Ouverture Exercice	Reports (comptes 689)	Utilisations (comptes 789)		Transferts	Clôture Exercice	
					Montant global	Dont remboursement s		Montant global	Dont > 2 ans
<b>Subventions d'exploitation</b>									
Les indicateurs clés de l'activité des MDPH	2023 E 04	ARS NA	6 960		6960			0	
PCPE : analyse des rapports annuels harmonisés d'activité	2023 E 05	ARS NA	3 600		3600			0	
UEMA-UEEA-DAR : analyse des rapports annuels harmonisés d'activité	2023 E 06	ARS NA	1 300		1300			0	
EMAS : analyse des rapports annuels harmonisés d'activité	2023 E 07	ARS NA	2 401		2401			0	
Suivi de la mise en œuvre du PRS - 2023	2023 E 08	ARS NA	7 200		7200			0	
DREETS - préposés	2023 E 09c	ARS NA	349		349			0	
Evolution des ESAT et parcours de TH	2023 E 11	ARS NA	1 300		1300			0	
Ethique et participation des usagers	2023 E 12	ARS NA	9 200		9200			0	
Suivi activité ITEP	2023 E 13	ARS NA	5 478		5478			0	
PDALHPD	2023 E 15	DDEETSPP 24	16 000		16000			0	
ORIS	2021 C 03	ARS NA	2 000		2000			0	
Soutien aux expérimentations régionales de l'outil ALISEA - coordination	2023 D 09	ARS NA	2 500		2500			0	
Projet ASPASIA 2022-2023	25403240	Région Nouvelle Aquitaine	6 900		6900			0	
PCPE - Analyse des rapports annuels harmonisés d'activité	2024 E 05	ARS NA		2 400				2 400	
Droits et participation des personnes	2024 F 15	ARS NA		3 750				3 750	
Projet START	2024 A 02	ARS NA		12000				12 000	
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>									
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>									
<b>TOTAL</b>			65 188	18 150	65 188	0	0	18 150	0

## 2.3 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	145 153		
	Autres	25 040		
Charges constatées d'avance		11 077		
TOTAL		172 417		
Prêts Accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				



ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		30 111	30 111		
Dettes fiscales et sociales		255 535	255 535		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-	-		
Autres dettes		31 079	31 079		
Produits constatés d'avance		28 799	28 799		
TOTAL		345 524	345 524		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	

### 3 Autres informations

#### 3.1 Cotisations

Notre entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, ainsi conformément à l'article 142-1 du règlement ANC n°2018-06 cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

#### 3.2 Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, aucune rémunération et avantage en nature n'a été versé aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles.

#### 3.3 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition etc...)

Elle ne bénéficie d'aucune mise à disposition de matériel et de personnel.

Tous les membres du Conseil d'administration sont bénévoles, dans l'exercice de leurs fonctions d'Administrateurs.

#### 3.4 Tableau de suivi des legs et donations jusqu'à leur affectation

Honoraires versés aux commissaires aux comptes :

	CAC
Honoraires facturés ou provisionnés au titre de la mission de contrôle légal des comptes 2024	6 420
Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	0
<b>TOTAL</b>	<b>6 420</b>

#### 3.5 Engagements financiers donnés et reçus

L'emprunt souscrit auprès de la Caisse d'Epargne ayant été intégralement remboursé en mai 2021, il n'y a plus d'engagements hors bilan à la clôture de l'exercice.

**4 Evènements postérieurs à la clôture**

Pas d'évènements postérieurs à la clôture.